

REGARDS

EUROPE, DETTE, AUSTÉRITÉ

La Grèce et les gauches

Raymond Klein

Difficile de comprendre qui, à Bruxelles, poursuit quelle stratégie. À la Chambre des députés se dessine une large majorité en faveur des politiques d'austérité, et donc du Grexit.

Il y a ceux qui l'ont toujours su. À travers le référendum, « la Grèce a dédaigné la main tendue », a déclaré Markus Ferber au « Spiegel ». Dès février dernier, ce député européen CSU avait expliqué au Deutschlandfunk (DLF) que la politique de la Troïka avait réussi dans les autres pays concernés et que l'échec de cette politique était la faute de la Grèce. Plus clair encore, Christian Lindner a appelé dans le « Handelsblatt » à un redémarrage de la zone euro - sans la Grèce. Le président du FDP a mis en garde contre tout compromis avec Syriza, qui constituerait un « programme de conjoncture pour tous les populistes de gauche en Europe ». Une formule qu'il avait déjà utilisée à la mi-juin au micro du DLF, soulignant que le grand danger n'était pas le Grexit, mais le maintien de la Grèce dans la zone euro dans des conditions inappropriées.

Qui veut encore négocier ?

Des idées pas si différentes de celles du commissaire européen Günther Oettinger (CDU) : dès janvier, celui-ci avait refusé une remise de dette, qui serait un « faux signal » pour les autres pays en difficulté. Ce même Oettinger qui continue à assurer - toujours au micro du DLF - qu'il espère qu'il y aura un accord avec la

Grèce. Contradictions, belles paroles, intentions inavouables... Depuis que Jean-Claude Juncker a sauté le pas et admis qu'il existait un plan B - le Grexit -, les postures des négociateurs apparaissent encore plus ambiguës.

La presse européenne tente d'y voir clair. Alors que « Le Figaro » estime que 15 États sur 18 sont partisans d'une ligne dure, le « Tagesspiegel » et « Die Welt » divisent les pays en trois catégories - mais classent différemment des États comme l'Italie ou l'Autriche. « L'Écho » de son côté distingue « quatre clans autour de la table du Sommet » : les rigoristes, les moins riches, les pivots et les austérisés. Une impression se dégage de cet imbroglio : la plupart de ceux qui clament haut et fort qu'un compromis reste envisageable, si les Grecs se montrent « responsables », ont en réalité abandonné cette idée. La souplesse affichée sert à faire apparaître les négociateurs grecs comme seuls responsables d'un Grexit désormais considéré comme inéluctable, qu'on l'ait appelé de ses vœux ou qu'on le regrette.

On veut bien croire que des « colombes » telles que Jean-Claude Juncker ou Martin Schulz font partie de cette dernière catégorie, avec leur réelle inquiétude sur les conséquences d'un Grexit. Mais désormais ils ont sans doute abandonné l'idée d'un compromis et laissent les « faucons » se salir les griffes. C'est que, après le référendum, chercher un compromis avec le peuple qui a refusé les politiques de la Troïka malgré les menaces, ce serait reconnaître que l'austérité budgétaire est une

d'Vollek ëm seng Meenung froen?!?



Tenir tête aux politiques d'austérité.
Tandis que la présidence
luxembourgeoise de l'Union
européenne se fêtait elle-même
sur la Pléss, plusieurs centaines de
personnes s'étaient rassemblées place
Clairefontaine pour dire « Όχι ».



PHOTO : RAYMOND KLEIN

mauvaise réponse à la crise. Chercher un compromis, ce serait aussi accepter de remettre en question le cadre réglementaire de la monnaie unique, basé sur les dogmes monétaristes. Ce serait surtout créer un précédent en laissant un pays refuser le diktat de l'austérité et en faisant jouer une solidarité véritable plutôt que le paternalisme appliqué jusqu'ici. La révolution, quoi.

Quelques socialistes courageuses

Peu surprenant donc que Xavier Bettel, lors du débat improvisé mercredi à la Chambre, se soit contenté d'énoncer que le gouvernement grec devait enfin fournir des propositions concrètes. Dans une atmosphère générale empreinte de gravité, le premier ministre s'est exprimé de manière encore plus émotionnelle que d'habitude, évoquant les jeunes au chômage et des larmes versées devant les distributeurs de billets. Pour ensuite regretter que la confiance entre partenaires a été détruite - laissant entendre que la faute n'en revenait qu'à Athènes : « Nous lui avons tendu la main, il avait les mains dans les poches. » Et pour finalement justifier une ligne dure : « Il ne faut pas que 18 pays souffrent parce qu'un pays ne prend pas ses responsabilités. »

Parlant au nom du LSAP, Alex Bodry a été plus clair : « La Grèce doit faire des concessions qui vont plus loin que celles de la lettre du 30 juin. » En d'autres mots, Alexis Tsipras doit expier la faute consistant à avoir demandé l'avis du peuple grec.

Bodry, qui semble de plus en plus représenter l'aile droite de son parti, a repris le cliché d'un gouvernement grec enfermé dans son carcan idéologique : « Il est indispensable de rendre le pays attractif pour les investissements privés, l'argent public ne suffira pas à relancer l'économie, il ne faut pas gérer les affaires publiques selon les vieilles recettes communistes. »

Ce n'est que très timidement que le président du groupe parlementaire socialiste a parlé de « mettre plus l'accent sur la croissance », en rajoutant la condition sociale-libérale standard « à côté de l'indispensable discipline budgétaire ». Pourtant, au sein de sa famille politique, les appels à changer de cap ne manquent pas. Ainsi, une lettre ouverte au gouvernement allemand, signée notamment par les Jusos (Jeunesses socialistes), la Jeunesse verte et les Falken (Jeunesse ouvrière), exige une remise de dette grecque et la fin des politiques d'austérité. Une ligne contraire aux déclarations du vice-chancelier Günther Gabriel, mais courageusement défendue par des personnalités sociales-démocrates comme Johanna Uekermann et Gesine Schwan.

En France, on relève un appel de 43 députés socialistes, écologistes et du Front de gauche s'opposant à toute stratégie visant à la sortie de la Grèce et à de nouvelles mesures d'austérité socialement injustes. Au Luxembourg, les ministres Dan Kersch et Nicolas Schmit se sont également exprimés de manière critique dans les médias sociaux. Enfin, Jacques Delors, Pascal Lamy et António Vitorino ont publié

un texte - évidemment bien plus modéré - qui ne laisse aucun doute sur leur volonté de miser sur la solidarité plutôt que sur le chantage afin de résoudre la crise grecque. En fait, ce qui apparaît comme une dissidence au sein de la social-démocratie européenne devrait être le mainstream. Le manifeste électoral du Parti socialiste européen (woxx 1267) ne constatait-il pas déjà en 2014 que « la politique d'austérité a causé l'effondrement de nos économies et a pénalisé ceux qui n'étaient pas responsables de la crise » ?

Coalition Gréng-Lénk

Un autre programme des élections européennes, celui des Verts, se rangeait « sous la bannière de la justice sociale contre l'exclusion sociale, et sous celle de la durabilité contre l'austérité » pour exiger : « L'Europe doit changer de cap, ici et maintenant ! » Certes, entre-temps, il y a eu Daniel Cohn-Bendit déclarant que le « non » était une catastrophe. Mais d'autres personnalités comme Sven Giegold ou Claude Turmes se sont plutôt rangées du côté du peuple grec. Et, au niveau européen, circule un appel aux dirigeants à rechercher un accord « qui refuse les mesures d'austérité procycliques, économiquement autodestructrices et socialement irresponsables ».

À la Chambre, Viviane Loschetter ne s'y est pas trompée, présentant les conditions de vie dramatique en Grèce comme une conséquence des politiques d'austérité. Elle s'est référée à la lettre ouverte à Angela Merkel

signée par des économistes comme Thomas Piketty et Heiner Flassbeck dénonçant les erreurs du passé. Cela est d'autant plus remarquable que les Verts, au Luxembourg, sont au gouvernement et ont plus d'une fois marqué un soutien inconditionnel aux politiques libérales de la coalition.

Si l'intervention de Loschetter - contrairement à celle de Bodry - a contribué à afficher l'identité propre de son parti, celle de Serge Urbany n'a fait que confirmer que Déi Lénk représentait la véritable voix dissidente au parlement. Il a accusé le premier ministre de faire du « Syriza bashing », reproché à l'ensemble des partis à l'exception des Verts de défendre les politiques d'austérité et rappelé les conséquences de ces politiques dans les années 1930.

Faut-il regretter que, dans son plaidoyer pour aider la Grèce, il n'ait pas abordé le délicat sujet de la justice envers d'autres pays en difficulté ? Des réponses existent, telles que la « Conférence européenne de la dette » proposée dans la lettre des parlementaires français. Et que dire sur sa proposition de tenir des référendums sur les politiques d'austérité dans les autres pays d'Europe ? L'idée fait écho à celle des « faucons » suggérant des référendums avant de céder aux exigences grecques. On aimerait croire avec lui que les peuples se montreraient plus raisonnables que leurs dirigeants. Mais même sans référendums, la multiplication des discours égoïstes et nationalistes pousse les dirigeants à se montrer inflexibles. Il faut s'attendre au pire.